



Tous droits réservés

DROIT DES PERSONNES

Séance 1 - Les personnes physiques : l'existence de la personnalité juridique

I. L'apparition de la personnalité juridique	2
A) Le principe : la naissance	2
1) <i>Enfant né vivant et viable : existence de la personnalité juridique</i>	2
2) <i>Enfant mort-né : absence de personnalité juridique</i>	3
B) L'exception : la conception	3
C) Le statut de l'embryon et du fœtus.....	4
1) <i>Le statut de personne dénié</i>	5
2) <i>Le bénéfice d'une certaine protection</i>	6
II. La disparition de la personnalité juridique	6
A) La mort de la personne	7
1) <i>Le décès</i>	7
2) <i>L'absence de droit à mourir</i>	7
3) <i>Le respect dû aux morts et aux restes humains</i>	9
B) L'incertitude sur la survie de la personne.....	10
1) <i>La disparition</i>	10
2) <i>L'absence</i>	11
a) <i>La présomption d'absence</i>	11
b) <i>La déclaration d'absence</i>	12

La catégorie des personnes physiques, qui est constituée des êtres humains, s'oppose à celle des personnes morales qui sont notamment les sociétés et les associations. Seules les personnes physiques font l'objet de cette séance.

En droit français, tout être humain dispose de la personnalité juridique, celle-ci n'étant pas reconnue aux animaux. Dans le droit romain, les esclaves n'étaient pas considérés comme des personnes juridiques.



Définition : La personnalité juridique est l'aptitude à être titulaire de droits et à les exercer.

Question : À quel moment la personnalité juridique d'une personne physique apparaît-elle ? Dans quelles circonstances disparaît-elle ?

I. L'apparition de la personnalité juridique

A) Le principe : la naissance

1) *Enfant né vivant et viable : existence de la personnalité juridique*



À retenir : En principe l'enfant acquiert la personnalité juridique lorsqu'il naît vivant et viable (**art. 318, 725 et 906 C. civ.**) :

- L'enfant est vivant lorsqu'il respire.
- Il est viable lorsqu'il possède les organes nécessaires à l'existence.

Lorsque l'enfant remplit ces deux conditions, sa naissance doit être déclarée à l'état civil dans les cinq jours (**art. 55 al. 1^{er} C. civ.**) afin d'établir l'acte de naissance. Lorsque la naissance n'a pas été déclarée dans ce délai, l'officier d'état civil ne peut la relater sur ses registres qu'en vertu d'un jugement rendu par le tribunal de l'arrondissement dans lequel est né l'enfant (**art. 55 al. 3 C. civ.**).



Attention : Lorsque l'enfant naît vivant et viable, il a la personnalité juridique, même s'il décède seulement quelques instants plus tard.

Cela peut avoir des conséquences en matière successorale. Dans le cas où l'enfant décède avant la déclaration de sa naissance à l'état civil, l'officier de l'état civil recueille le certificat médical attestant de la naissance de l'enfant vivant et viable, et établit concomitamment un acte de naissance et un acte de décès (**art. 79-1 al. 1^{er} C. civ.**).

2) *Enfant mort-né : absence de personnalité juridique*

L'enfant mort-né est l'enfant qui est mort dans le ventre de sa mère ou au cours de l'accouchement, ou encore qui est né trop prématurément. Il n'acquiert alors pas la personnalité juridique.

Cependant, des règles ayant pour finalité d'aider les parents dans leur travail de deuil ont été établies. Ceux-ci ont la faculté de demander à l'officier d'état civil d'établir un acte d'enfant sans vie (**art. 79-1 al. 2 C. civ.**). L'enfant peut être inscrit sur le livret de famille, un prénom peut lui être donné. Il peut aussi lui être attribué le même nom de famille. En revanche, aucun lien de filiation ne peut être établi.

B) L'exception : la conception



À retenir : Exceptionnellement, l'enfant peut acquérir la personnalité juridique alors qu'il est simplement conçu.

Cette règle résulte de l'adage romain *infans conceptus pro nato habetur, quoties de commodis ejus agitur*, qui signifie « *L'enfant conçu est considéré comme né chaque fois que son intérêt l'exige* ». Ainsi, l'enfant peut être titulaire de droits antérieurement à sa naissance.

L'**article 725 du Code civil** applique cet adage en disposant que l'enfant simplement conçu à l'instant du décès de son père biologique peut succéder à la condition de naître ensuite viable. L'enfant peut alors être titulaire de droits successoraux, avant même sa naissance.

La jurisprudence suit également cet adage. L'arrêt rendu le **10 décembre 1985 (n° 84-14.328, publié) par la première chambre civile de la Cour de cassation** l'illustre bien. En l'espèce, le défunt avait souscrit une police d'assurance qui garantissait, en cas de décès, le paiement d'un capital d'un certain montant, majoré d'un pourcentage par enfant à charge. La cour d'appel ayant écarté, pour le calcul de la majoration, les enfants simplement conçus et, par la suite, nés viables, la Haute juridiction a cassé l'arrêt : ces enfants auraient dû être pris en compte.

Question : Quelle période doit être retenue pour la conception de l'enfant ?



À retenir : L'**article 311 du Code civil** pose une présomption : l'enfant a été conçu pendant la période qui s'étend du 300^e au 180^e jour avant la date de la naissance.

À l'intérieur de cette période, la date de la conception est fixée suivant l'intérêt de l'enfant. Cette présomption étant simple, elle peut être combattue par la preuve contraire : il est possible de prouver que l'enfant a été conçu en dehors de cette période.

C) Le statut de l'embryon et du fœtus

Nous avons vu que l'enfant peut, parfois, être considéré comme une personne juridique alors qu'il est simplement conçu.

Question : Quel est, plus généralement, le statut de l'embryon et du fœtus ? Sont-ils considérés comme des personnes ou comme des choses ?

L'**article 16 du Code civil** dispose : « La loi assure la primauté de la personne, interdit toute atteinte à la dignité de celle-ci et garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie ». Mais encore faut-il savoir à quel moment commence la vie. Cette question n'a pas été tranchée.

1) Le statut de personne dénié

Plusieurs éléments montrent que l'embryon et le fœtus ne sont pas considérés comme des personnes :

- Une femme enceinte a la possibilité de recourir à une interruption volontaire de grossesse (IVG).

Autorisée en France par la **loi du 17 janvier 1975**, dite « Loi Veil », l'IVG était initialement soumise à un état de détresse de la mère. La **loi du 4 août 2014** a supprimé cette condition. Le recours à l'IVG est donc un droit discrétionnaire pour la mère, c'est-à-dire que le choix revient à elle seule.

Le délai est de 14 semaines depuis une loi du 3 mars 2022.

De plus, l'interruption volontaire d'une grossesse peut être pratiquée à tout moment lorsque la poursuite de la grossesse met en péril grave la santé de la femme ou qu'il existe une forte probabilité que l'enfant à naître soit atteint d'une affection d'une particulière gravité reconnue comme incurable au moment du diagnostic (**art. L. 2213-1 CSP**). Dans ce cas, on parle d'« interruption médicale de grossesse (IMG) » ou d'« avortement thérapeutique ».

- Un fœtus ne peut pas être victime d'un homicide volontaire.

L'**Assemblée plénière de la Cour de cassation** a posé cette solution dans l'arrêt du **29 juin 2001 (n° 99-85.973, publié)**. En l'espèce, un conducteur avait renversé une femme enceinte de six mois. Elle a perdu le fœtus qu'elle portait des suites du choc. La Cour a décidé que le principe de la légalité des délits et des peines, qui impose une interprétation stricte de la loi pénale, s'opposait à ce que l'infraction d'homicide involontaire soit étendue au cas de l'enfant à naître dont le régime juridique relève de textes particuliers sur l'embryon ou le fœtus. Le raisonnement est qu'un fœtus n'étant pas une personne, il ne peut pas décéder. Ainsi, l'infraction d'homicide ne peut pas être constituée.

- La recherche est autorisée sur les embryons surnuméraires (**loi du 6 août 2013**), tout comme leur destruction (**loi de bioéthique du 29 juillet 1994**).



Définition : Dans le cadre d'une fécondation *in vitro* (FIV), les embryons surnuméraires sont les embryons qui n'ont pas été implantés dans l'utérus de la mère.

2) Le bénéfice d'une certaine protection

Le comité consultatif national d'éthique a déclaré dès les années 1980 que « l'embryon ou le fœtus doit être reconnu comme une personne humaine potentielle qui est ou a été vivante et dont le respect s'impose » (**23 mai 1984**).

La CJUE a reconnu que la dignité humaine était applicable à l'embryon humain *in vitro*. Le respect de ce principe justifie le refus de breveter une intervention ayant nécessité la destruction d'un embryon (**CJUE, 18 oct. 2011, aff. C-34/ 10**).



À retenir : L'embryon et le fœtus ne sont pas considérés comme des personnes. Cependant, comme ce sont des êtres humains potentiels, ils ne sont pas non plus traités comme des choses : ils bénéficient d'une certaine protection.

II. La disparition de la personnalité juridique

Autrefois, la personnalité juridique cessait lorsqu'on était condamné à la mort civile. Celle-ci pouvait être prononcée pour les personnes condamnées à des peines de prison à perpétuité ou à la peine de mort. La **loi du 31 mai 1854** a définitivement aboli la mort civile. À présent, seule la mort naturelle entraîne la disparition de la personnalité juridique. L'**article 720 du Code civil** dispose : « Les successions s'ouvrent par la mort ».

Dans la grande majorité des cas, la mort est certaine : on a le corps de la personne (A), mais il arrive également que la mort soit présumée, car la personne n'a pas donné de signe de vie depuis très longtemps (B).

A) La mort de la personne

1) Le décès

C'est au médecin d'établir que la personne est morte.



Définition : On distingue la mort cardiaque et la mort cérébrale suivant que les fonctions cardiaques ou cérébrales sont arrêtées.

Le décès est prononcé en présence de la mort cérébrale. Elle permet le prélèvement d'organes. Il peut avoir lieu, si la personne présente un arrêt cardiaque et respiratoire persistant, à trois conditions cumulatives (**art. R. 1232-1 CSP**) :

- L'absence totale de conscience et d'activité motrice spontanée,
- L'abolition de tous les réflexes du tronc cérébral,
- L'absence totale de ventilation spontanée.

L'acte de décès est dressé par l'officier de l'état civil de la commune où le décès a eu lieu (**art. 78 C. civ.**).

2) L'absence de droit à mourir

À ce jour, ce droit n'existe pas en France. Il convient de distinguer l'euthanasie du suicide assisté, également appelé « aide à la fin de vie ».



Définition : L'euthanasie est un acte médical qui consiste à provoquer intentionnellement la mort d'un patient afin d'abrégé ses souffrances. Quant au suicide assisté, il consiste à mettre à la disposition du patient des produits propres à provoquer la mort qu'il peut s'administrer lui-même.

Quelques États européens autorisent le suicide assisté : l'Espagne, la Belgique, les Pays-Bas et la Suisse (certains cantons seulement). La Cour européenne des droits

de l'Homme décide que lorsqu'il existe, dans l'État, l'obligation de faciliter le suicide assisté, ce dernier doit être encadré (**CEDH, 20 janvier 2011, Haas c/Suisse**).

Faute d'instaurer un droit à mourir, le législateur a pris diverses mesures pour améliorer le sort des personnes en fin de vie.

Tout d'abord, il a réglementé les soins palliatifs pour les malades incurables.



Définition : Les soins palliatifs ont pour objectif de soulager au maximum les malades de leurs souffrances physiques.

La **loi du 4 mars 2002** a introduit dans le Code de la santé publique des dispositions pour améliorer la situation des malades :

- « *Toute personne a le droit de recevoir des soins visant à soulager sa douleur. Celle-ci doit être en toute circonstance prévenue, évaluée, prise en compte et traitée* » (**art. L. 1110-5 al. 2 CSP**).
- « *La personne malade a droit au respect de sa dignité* » (**art. L. 1110-2 CSP**).

Ensuite, afin d'éviter l'acharnement thérapeutique, le patient peut refuser les soins pour s'éteindre plus tôt : « *lorsqu'une personne, en phase avancée ou terminale d'une affection grave et incurable (...) décide de limiter ou d'arrêter tout traitement, le médecin respecte sa volonté après l'avoir informée des conséquences de son choix* » (**art. L. 1111-10 CSP**).

Enfin, la **loi du 2 février 2016** prévoit que la nutrition et l'hydratation artificielles constituent des traitements. Le médecin peut donc décider de les arrêter pour accélérer la mort du patient (**art. 1110-5-1 CSP**). Cette même loi autorise une sédation profonde et continue jusqu'au décès : le patient est endormi profondément pour soulager sa souffrance.



Attention : Aucune des mesures précédemment évoquées ne constitue une euthanasie ni un suicide assisté.



Pour aller plus loin : L'affaire « Vincent Lambert » et l'ensemble des arrêts rendus dans ce cadre : CE, Ass., 24 juin 2014, Mme Lambert, n° s 375 081, 375 090 et 37 509 ; CEDH, 5 juin 2015 ; Cass., Ass. Plén., 28 juin 2019.

3) Le respect dû aux morts et aux restes humains



À retenir : L'article 16-1-1 du Code civil, créé par la loi du 19 décembre 2008, dispose : « Le respect dû au corps humain ne cesse pas avec la mort. Les restes des personnes décédées y compris les cendres (...) doivent être traités avec respect, dignité et décence ».

La Cour de cassation a appliqué pour la première fois cet article dans l'arrêt rendu par la **première chambre civile de la Cour de cassation le 16 septembre 2010, Our Body (n° 09-67.456, publié)**. En l'espèce, une exposition exhibait des cadavres humains écorchés, soumis à une méthode de conservation des tissus, et placés dans des attitudes évoquant la pratique de sports, montrant ainsi le fonctionnement des muscles selon l'effort physique fourni. La Cour a décidé que cette exposition de cadavres à des fins commerciales méconnaissait l'exigence posée par l'**article 16-1-1 du Code civil**.

Saisie d'une autre question dans la même affaire, la Haute juridiction a jugé dans l'arrêt du **29 octobre 2014 rendu par la première chambre civile (n° 13-19.729)** que le principe d'ordre public, selon lequel le respect dû au corps humain ne cesse pas avec la mort, préexistait à la **loi du 19 décembre 2008** d'où est issu l'**article 16-1-1**. Cela signifie qu'une exposition de cadavres était prohibée, avant même la création de cet article.

Concernant le sort des cendres funéraires, si le défunt a exprimé sa volonté, ses proches doivent la respecter. Lorsqu'il n'a pas exprimé sa volonté, c'est eux qui prennent la décision.

Les cendres peuvent être :

- Conservées au cimetière ou dans un site cinéraire, qui est un espace destiné au dépôt des urnes et à la dispersion des cendres,
- Dispersées en pleine nature, mais pas sur la voie publique ou dans un lieu public,
- inhumées dans une sépulture située dans une propriété privée, en restant dans l'urne.

Les cendres ne peuvent être conservées dans un logement ni dispersées dans une propriété privée (**loi du 19 décembre 2008**).

B) L'incertitude sur la survie de la personne



Définition : La disparition correspond au cas dans lequel le décès de la personne est quasi certain, mais le corps n'a pas été retrouvé. L'absence s'applique dans les autres cas, lorsqu'on ne sait pas ce que la personne est devenue.

1) La disparition



À retenir : La personne a disparu dans des circonstances de nature à mettre sa vie en danger (**art. 88 al. 1^{er} C. civ.**). En l'absence de cadavre, un acte de décès ne peut pas être dressé. Il faut donc qu'un jugement déclaratif de décès soit prononcé.

Pour ce faire, une requête doit être présentée par le procureur de la République ou des parties intéressées (**art. 88 al. 1^{er} C. civ.**) :

- Au tribunal judiciaire du lieu de la mort ou de la disparition, si celle-ci s'est produite sur un territoire français,
- sinon au tribunal du domicile ou de la dernière résidence du défunt ou du disparu (**art. 89 al. 1^{er} C. civ.**).

Lorsque plusieurs personnes ont disparu au cours du même évènement, un crash d'avion par exemple, la requête est collective (**art. 89 al. 2 C. civ.**).

Le tribunal se prononce après enquête. Lorsque le décès est déclaré, sa date doit être fixée en tenant compte des présomptions tirées de l'affaire et, à défaut, au jour de la disparition (**art. 90 al. 3 C. civ.**). Le jugement déclaratif de décès est mentionné sur les registres de l'état civil du lieu réel ou présumé du décès et, le cas échéant, sur ceux du lieu du dernier domicile du défunt (**art. 91 al. 1^{er} C. civ.**).

Les effets sont ceux du décès : le mariage de la personne disparue est dissout et la succession ouverte. Si la personne disparue reparaît postérieurement au jugement déclaratif, le procureur de la République ou tout intéressé peut demander l'annulation du jugement (**art. 92 al. 1^{er} C. civ.**). Les biens de la personne lui sont restitués (**art. 130 c. civ.**), mais le mariage reste dissout (**art. 132 C. civ.**).

2) L'absence

La personne « a cessé de paraître au lieu de son domicile ou de sa résidence sans que l'on en ait eu de nouvelles » (**art. 112 C. civ.**). On ignore donc si elle est vivante ou morte. Deux périodes se succèdent : la présomption d'absence et la déclaration d'absence.

a) La présomption d'absence

Le procureur de la République ou des parties intéressées peuvent demander au juge des tutelles de constater qu'il y a présomption d'absence (**art. 112 C. civ.**).



À retenir : Celle-ci repose sur l'idée que la personne s'est temporairement absentée. Il n'est pas question de la considérer comme morte, mais il faut, dans son intérêt, organiser ses affaires.

Le juge peut désigner une ou plusieurs personnes, parmi les membres de la famille ou non, pour représenter la personne présumée absente dans l'exercice de ses droits et pour administrer tout ou partie de ses biens. Les règles relatives à la tutelle ou à l'habilitation familiale sont applicables (**art. 113 C. civ.**). Le juge fixe également les

sommes qu'il convient d'affecter annuellement à l'entretien de la famille ou aux charges du mariage (**art. 114 C. civ.**). Le ministère public doit également veiller aux intérêts de la personne présumée absente (**art. 117 C. civ.**).

Dans le cas où le présumé absent reparaît, il peut demander au juge de mettre fin aux mesures prises pour sa représentation et l'administration de ses biens. Il recouvre les biens gérés ou acquis pour son compte durant la période de l'absence (**art. 118 C. civ.**).

La période de la présomption d'absence peut également prendre fin lorsque la preuve du décès de la personne est rapportée (**art. 119 C. civ.**).

b) La déclaration d'absence



À retenir : L'esprit de la déclaration d'absence est différent de celui de la présomption d'absence : il s'est écoulé suffisamment de temps pour qu'on puisse considérer que la personne est morte.

Une procédure lourde est mise en place.

L'absence peut être déclarée par le tribunal judiciaire à la requête de toute partie intéressée ou du ministère public lorsqu'il s'est écoulé :

- 10 ans depuis le jugement constatant la présomption d'absence
- Ou, à défaut de jugement, 20 ans depuis que la personne a cessé de paraître au lieu de son domicile ou de sa résidence et ne donne plus de nouvelles (**art. 122 C. civ.**).

Le tribunal peut ordonner une enquête (**art. 124 C. civ.**). Le jugement déclaratif d'absence ayant des effets importants, la requête et le jugement font l'objet de mesures de publicité (**art. 123 et 125 C. civ.**). Il est transcrit sur les registres de décès du lieu du domicile de l'absent ou de sa dernière résidence. Il est également mentionné en marge des registres à la date du jugement déclarant l'absence ainsi qu'en marge de l'acte de naissance de la personne déclarée absente (**art. 127 C. civ.**).

La requête aux fins de déclaration d'absence est considérée comme non avenue dans deux cas :

- Lorsque l'absent reparaît,
- Ou que la date de son décès vient à être établie, antérieurement au prononcé du jugement (**art. 126 C. civ.**).

Le jugement déclaratif d'absence emporte tous les effets du décès : les mesures prises pour l'administration des biens de l'absent prennent fin et le conjoint de l'absent peut contracter un nouveau mariage (**art. 128 C. civ.**).

Si la personne absente reparaît postérieurement au jugement, le procureur de la République ou tout intéressé peut demander l'annulation du jugement (**art. 129 C. civ.**). Les biens de la personne lui sont restitués (**art. 130 c. civ.**), mais le mariage reste dissout (**art. 132 C. civ.**).